



Les livres, les revues, etc.

Antonio Baños Boncompain,
La economía no existe.
Un libelo sobre la econocracia,
Barcelona, Los libros del lince,
2009, 240 p.



Quand Marianne Enckell m'a annoncé la publication du compte-rendu de mon livre *L'économie n'existe pas* auquel elle avait joint la vraisemblable histoire de l'expression de Gambelli à Foucault dans *Réfractons* n° 28, elle me signalait un livre espagnol portant le même titre dont j'ignorais tout. Son courrier électronique me signifiait une faute professionnelle – mon métier est de connaître toutes les publications de mon domaine – et me vexait, étant donné les liens que j'entretiens avec l'Espagne. Il ne fut pas difficile de me procurer le livre d'Antonio Baños Boncompain publié en 2009, deux ans avant le mien, aux éditions Lince de Barcelone.

Il se présentait comme un *libelle*, « petit écrit diffamatoire », alors que j'avais pris grand soin de désigner le mien comme un *essai*, « ouvrage dans lequel l'auteur traite un sujet particulier, mais sans prétendre l'approfondir

ni l'épuiser, ni enfin le traiter en forme et avec tout le détail et toute la discussion que la matière peut exiger », définition de *L'Encyclopédie* de D'Alembert et Diderot que j'avais tenu à mettre en exergue. Pour oser attaquer l'« économie », nous avons pensé, lui et moi, devoir commencer par minimiser nos propos en les insérant dans des genres mineurs, le libelle ou l'essai, dans la polémique et l'approximation, hors de l'espace scientifique. Cette posture laissait le champ du sérieux à l'économie politique alors que tant A. Baños que moi sommes convaincus du contraire. D'ailleurs, ce dernier multiplie les marques d'impertinence en décrivant von Newman comme « un petit gros chauve » (p. 127) ou en présentant Mar-

ten et Samuelson comme un « couple de danseurs » (p. 128) ou même en affirmant (p. 159) : « Une personne quelconque qui se consacre à la finance doit être, dans l'exercice, une mauvaise personne par définition ». Et : « Pour travailler dans le monde de la finance, il est obligatoire d'être mauvais et lâche individuellement et personnellement ». Mais ces réjouissants propos ne sont que l'apparence qui ne doit pas cacher l'argumentation documentée et convaincante.

A. Baños Boncompain s'attache essentiellement, et c'est le grand apport du livre, à expliciter les paradigmes sur lesquels reposent les discours économiques. Reprenons-les sommairement même s'ils constituent ce que le livre contient de plus pertinent, original et novateur. Le premier paradigme affirme que la recherche du profit détermine les activités des êtres humains comme nous l'ont appris Mahomet (verset 17 sourate 15), Adam Smith et Marx. Le second pose l'activité des êtres humains comme le résultat de l'intervention solitaire et égoïste des individus telle qu'a pu l'imaginer le calcul marginal et la théorie des jeux. Le troisième paradigme considère que les événements sont déterminés par des relations causales, chacun étant lié aux précédents pour en préparer de futurs selon le principe de *linéarité*. Enfin, le quatrième paradigme considère le monde comme une totalité cohérente. Explicités ces paradigmes apparaissent avec évidence faux, car aucun ne correspond à la moindre réalité telle que

nous la percevons. En les mettant au jour, A. Baños Boncompain dévoile leur inanité.

On le voit, il travaille surtout sur les discours économiques et démontre sans difficulté leur irréalisme. Comme la théologie, ces derniers décrivent des objets imaginaires qui pourtant peuvent devenir des règles de conduite et des guides pour l'action. En particulier, et c'est une des facettes les plus fécondes du livre, il les présente comme des récits formés de figures poétiques, « un jeu de métaphores qui structurées en forme de relation constitue une mythologie » (p. 35). Les discours économiques nous présentent une représentation du monde sans jamais se soucier d'un référent quelconque. Leur seul réalisme provient de leur auto-proclamation répétée et acceptée de leur présentation fidèle de la réalité et de la force de celle-ci.

C'est pourquoi l'expression *éconocratie* qu'utilise A. Baños Boncompain, qui réunit tous les domaines qui touchent à l'économie, l'empêche de rester dans le seul domaine des mots, comme le souligne la définition qu'il en donne à la page 198 : « L'éconocratie est un système de croyance et de domination ». Cette définition convient parfaitement si la croyance est considérée comme un des instruments de domination ; mais l'auteur ne se limite pas à cet aspect quand il invoque Rosa Luxembourg ou Polanyi, eux qui voient le monde économique tel que l'ont posé Adam Smith, David Ricardo et à leur suite Karl Marx. Ils croient

décrire les choses telles qu'elles sont alors que le titre du livre *La economía no existe* affirme, avec raison, le contraire. Cette approximation admissible dans un libelle conduit cependant à la juxtaposition d'échelles diverses, ce qui autorise l'utilisation et l'amalgame d'informations de qualités très inégales.

Aussi, j'ajouterais en tant qu'anthropologue que je ne peux accepter ni l'analogie entre les Trobriand et le monde de la finance actuel, ni l'image qu'il donne de la magie. L'enquête de Malinowski montre des conduites curieuses, et un travail analogue sur les financiers (comme Michel Feynie a pu le faire chez les cadres d'une entreprise) amènerait l'enregistrement de comportements singuliers et même absurdes. Mais quelques traits cueillis çà et là ne peuvent permettre de rencontrer des analogies pertinentes. S'il s'agit d'affirmer que les « sauvages » sont aussi « cartésiens » que vous ou que moi, les anthropologues l'ont montré ; s'il s'agit de mettre au jour l'absurdité des conduites de personnes disant avoir un comportement rationnel, il faut enquêter pour pouvoir l'affirmer. Ces approximations n'ont cependant

qu'un rôle mineur dans la démonstration d'Antonio Baños Boncompain, car le souffle de ses convictions et l'enthousiasme de ses assertions alliés à la subtilité de ses remarques emportent l'adhésion. Surtout, il s'agit d'un libelle qui lui permet d'accéder à des considérations pertinentes et percutantes en particulier dans le domaine de la mise en valeur de la poétique qui fonde l'autorité du discours économique.

Je peux donc maintenant terminer cette présentation par une citation de Barthes qui n'a malheureusement pas parlé d'économie, quand il réfléchit sur le discours de la répression coloniale : « C'est un langage qui fonctionne essentiellement comme un code, c'est-à-dire que les mots y ont un rapport nul ou contraire à leur contenu. C'est une écriture qu'on pourrait appeler cosmétique parce qu'elle vise à recouvrir les faits d'un bruit de langage, ou si l'on préfère du signe suffisant du langage. » (*Mythologies*, 1970, p. 137) A. Baños Boncompain démontre la même cécité à propos de l'économie. Mais alors, n'y aurait-il pas une poétique de l'oppression, commune à la science économique et aux guerres coloniales ?

B. Traimond



Geneviève Fraisse, *La fabrique du féminisme : textes et entretiens*, Paris, Le passager clandestin, 2012, 17 euros.



Féministe de la première heure, philosophe, historienne des luttes des femmes, directrice de recherche au CNRS, mais aussi déléguée interministérielle (1997) et députée européenne (1999), Geneviève Fraisse est l'auteure de nombreux livres et écrits qu'on pourrait regrouper selon trois axes privilégiés qui ont fait l'objet de trois livres : 1) *Les deux gouvernements. La famille et la cité* ; 2) *Le consentement* ; et 3) *Service ou servitude*, qui explore la notion de service.

Ces mêmes trois axes seront l'épine dorsale de son dernier livre, *La fabrique du féminisme*, véritable témoignage du chemin parcouru par le mouvement féministe en France ainsi que par l'auteure qui dit d'elle-même qu'elle est « une féministe qui fait de la recherche ».

Le livre qui nous occupe rassemble, comme son titre le précise, une sélection des textes écrits et des entretiens accordés entre 1976 et 2011 et publiés dans *Le Monde*, *Libération*, *L'Humanité*, aussi bien que *Têtu*, *Vacarme* voire *Réfractions*¹ parmi d'autres. Pour la plupart, ce sont des textes de commande et, selon ses mots : « il y a comme un va-et-vient entre mes travaux et les commentaires qui me furent demandés »,

va-et-vient aussi, j'ajoute, entre théorie et pratique. Cela montre bien à quel point les objets de sa recherche sont en syntonie, en congruence, avec les problématiques qui agitaient et qui agitent encore le mouvement féministe.

Les articles qui composent le livre sont présentés chronologiquement et groupés en quatre parties : La rue et la bibliothèque (1976-1984) ; L'historicité des sexes (1984-1997) ; Intellectuelle spécifique (1997-2004) ; Critiques et synthèses (2004-2011).

La démarche de Geneviève Fraisse se caractérise par le refus de donner des solutions, mais par sa volonté de susciter partout des questions. Des questions qui porteront sur les thèmes en vigueur à chacun des quatre moments historiques mentionnés. Et ce n'est pas le moindre des intérêts que présente cet ouvrage que de montrer la succession de questions posées, soulevées par le mouvement féministe français durant ces quarante années d'existence.

L'avortement, le viol, la discrimination dans les salaires sont les sujets qui agitent prioritairement les premières années du mouvement, sujets qui, mal-

gré les années passées, continuent à être présents dans l'actualité : combats pour conserver ouverts les centres d'IVG dans les hôpitaux, dénonciation des différences salariales hommes/femmes, et ce n'est pas le changement de qualification du viol de délit en crime qui l'a fait disparaître. Mais ces sujets ont cédé la place dans bon nombre de publications à d'autres débats plutôt portés sur des questions identitaires (le queer, le foulard islamique, les mères porteuses, le droit à disposer de son corps — que G. Fraisse résume dans la formule *habeas corpus* — y compris pour s'adonner à la prostitution). Mais elle ne se situe pas dans la logique de ce débat-là ; son choix philosophique est d'aborder les choses du côté de l'empirique et non pas de l'ontologique.

Philosophe autant qu'historienne, l'auteure accorde un intérêt particulier à l'historicité de la différence des sexes et souligne l'absence, dans l'histoire de la pensée, du philosophème « différence des sexes ». Notons que G. Fraisse ne parle pas de différence de genre, car, très réticente à l'égard de cette notion, elle la critique, trouvant qu'elle fonctionne comme un « cache-sexe ».

L'importance de la notion d'historicité vient du fait qu'elle « sert à interroger l'ensemble de la culture, à voir qu'elle est, au titre d'autres éléments de la vie humaine, un opérateur de la culture » (p. 73). Plusieurs articles et entretiens lui sont consacrés ; G. Fraisse l'estime indispensable pour penser et

développer l'égalité, notion clé dans sa pensée. Et la défense de l'égalité la conduit tout naturellement à aborder la question de la parité.

Son arrivée au poste de déléguée interministérielle aux Droits des femmes coïncide avec le débat à l'Assemblée sur la parité (1997). Je la cite : « Je suis une paritaire modérée. J'ai toujours pensé que l'idée était indéfendable en théorie, mais efficace en pratique. La parité est déclencheur de conscience : celle de l'absence des femmes dans la plupart des lieux où elles devraient se trouver. Pour moi, la parité est un nouvel habit pour repenser l'égalité. » Égalité qui ne devrait pas s'arrêter à l'espace politique, mais conquérir aussi les espaces économique et social.

L'articulation entre le privé et le politique sous la forme de la parité domestique est abordée à plusieurs reprises dans des articles du présent recueil ainsi que dans son livre *Les deux gouvernements. La famille, la cité*, la famille pour l'auteure pouvant être considérée comme un gouvernement, le « lieu où il ne s'agit pas seulement de partager des tâches jusqu'à présent assignées au féminin, mais de prendre des décisions ensemble pour mieux organiser le lien avec la vie publique » (p. 284).

Ce récit de quarante ans de féminisme français raconté par une de ses protagonistes est un témoignage incontournable qui nous remet en mémoire ce qu'étaient les débuts du mouvement, les revendications, les révoltes,

1. *Réfractions* n° 24, « Des féminismes, en veux-tu en voilà », mai 2010.

les luttes pour occuper une place dans le monde tout en tissant « une histoire drôle où se mêlaient l'ironie

et le rire ». Le féminisme, une conquête joyeuse.

Heloisa Castellanos

Jean-Paul Demoule, On a retrouvé l'Histoire de France : comment l'archéologie raconte notre passé, Paris, Robert Laffont, 2012, 20 euros.

L'auteur a fondé en 2002 et dirigé jusqu'en 2008 l'Institut national de recherches archéologiques préventives. Archéologie préventive, ce curieux terme recouvre une réalité liée à une société moderne se couvrant de routes, de lignes de chemin de fer, de constructions de plus en plus gigantesques. L'archéologue intervient alors pour voir, détecter ce qui peut se cacher dans le sous-sol avant que les travaux ne se mettent en route. À partir de là, une autre réalité que celle enseignée dans les manuels d'histoire apparaît. C'est de celle-là que l'auteur nous fait part.

Il dépeint l'arrivée de l'agriculture en Europe, elle ne se fit pas seulement par les rivages de la Méditerranée comme on le disait, mais aussi par le nord, par des populations venant de l'est, de la Russie. Il nous dépeint aussi une Gaule qui ne ressemble pas du tout à celle dont Jules César fit la description dans son célèbre ouvrage *La Guerre des Gaules*. Pour notre archéologue, c'était une étendue où les villes se succédaient tous les soixante kilomètres environ, organisées en États qui

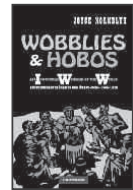
correspondaient aux territoires qui prirent plus tard le nom de diocèses.

L'auteur dédramatise aussi ce que nous avons enregistré comme les « grandes invasions » et qui, enfants, nous firent si peur, mais qui, semble-t-il, ne laissèrent aucune trace de destruction. Il s'agissait simplement de gens qui cherchaient des endroits où vivre tranquillement sans avoir faim. Cette histoire-là a profondément marqué l'imaginaire de la France et on peut en voir bien des effets encore aujourd'hui.

Mais au-delà de ces faits, ce qui a requis toute notre attention dans ce livre, ce sont les questions que l'auteur se pose et qui ont trait à l'identité nationale, à la façon dont est écrite l'histoire enseignée dans les écoles et aussi, et cela est très intéressant, à la façon dont la domination sociale fait son apparition avec son corollaire : la soumission aux pouvoirs. À partir de quand cette dernière se fait-elle jour ? Dans quelle situation se crée-t-elle ? Dans un autre domaine, il se demande ce qui s'est passé pour que les représentations féminines disparaissent pour laisser la place aux images masculines, aussi bien armes que statues. Voilà bien des questions qui taraudent notre pensée aujourd'hui et dont des éléments de réponse se trouvent dans ce livre.

Pierre Sommermeyer

Joyce Kornbluh, Wobblies & Hobos. Les Industrial Workers of the World. Agitateurs itinérants aux États-Unis. 1905-1919, Paris, L'Insomniaque, 2012. 256 p.



Savez-vous que le *sit-in*, occupation non violente des places publiques, a été « inventé » par les « Wobblies, » comme on appelait familièrement les *Industrial Workers of the World* ? Savez-vous que leurs chansonniers ont inspiré la contre-culture américaine, de Bob Dylan à Joan Baez ?

Ce mouvement de prolétaires dure à peine une quinzaine d'années, et pourtant son éclat a largement débordé le temps de sa courte histoire. La pratique du *sit-in* a été reprise un demi-siècle plus tard aux États-Unis par le mouvement des droits civiques. Et les grandes révoltes contemporaines la réadaptent à leurs besoins.

C'est la vitalité culturelle des *Wobblies* qui fait leur importance. Ils ont suscité de nouveaux modes d'organisation, de mobilisation, de prise de parole, de musique et d'arts populaires. Le vent créatif qui les fit entrer dans la légende souffle maintenant sur ceux qui désertent le gauchisme, ses

attitudes masochistes et son obsession compulsive à dénoncer des « systèmes » abstraits. Ces joyeux insoumis préfèrent inventer de nouvelles formes de combat et de vie.

L'ouvrage de Kornbluh fut sans doute le premier à révéler l'argot et la culture enthousiaste de ces « agitateurs itinérants ». La traduction que nous présente L'Insomniaque constitue un bel ensemble de récits, un bouquet d'illustrations typiques, et même un CD de chansons. Les artisans de cet ouvrage ont aussi eu la délicate attention de dédier leur travail à la mémoire de Larry Portis, qui lui aussi écrivit un beau livre sur le sujet. Il faut écouter, lire et relire le témoignage incontournable de ces « agitateurs itinérants ».

Ronald Creagh

Jacques Wajnsztein et G. Gzavier, La tentation insurrectionniste, La Bussière, Acratie, 2012, 104 p.

Les auteurs du livre *La tentation insurrectionniste*, J. Wajnsztein et G. Gzavier, font partie de la revue *Temps Critiques*,

revue qui développe depuis 1990 une analyse critique fine des dernières métamorphoses du système de production et de valorisation capitaliste. Bien que d'inspiration marxiste, *Temps Critiques* se dégage d'une interprétation classiste et prolétarienne des formes nouvelles d'oppression capitaliste, en



mettant plus particulièrement la focale sur une critique d'un travail étendu à toutes les sphères de l'existence et une critique prenant en charge dans un même mouvement les nouveaux phénomènes de circulation et de production des marchandises. Ils proposent également une critique à l'endroit de l'organisation partisane et se positionnent clairement en faveur de l'autonomie locale des luttes. Ces premières précautions quant à la revue *Temps Critiques* sont apportées ici pour deux raisons centrales : la première tient à ce que peu de gens se coltinent aujourd'hui le travail laborieux et difficile de la critique radicale de l'économie, et qu'il faut bien reconnaître, quand bien même on ne partagerait pas leurs conclusions, que *Temps Critiques* entreprend ce travail. La seconde raison tient à ce que nous sommes abasourdis de ce que tant d'énergie soit dépensée par ailleurs et dans cette même revue à attaquer tous courants, positions ou théories proches de celles qu'elle défend.

La mouvance dite « d'ultra-gauche », dans laquelle peuvent être situés les auteurs de la revue (mais peut-être s'en défendent-ils), a été visée

récemment lors de l'affaire de Tarnac, rappelez-vous, les mis en examens étaient accusés d'en faire partie, « l'ultra-gauche déraile » titrait même *Libération* au lendemain des perquisitions... À cette occasion donc, l'ultra-gauche est revenue quelques temps sur le devant de la scène, donnant lieu d'abord à une cabale digne de l'époque de Marcellin puis très vite, avec le retournement de l'opinion en faveur des mis en examens, à quelques épisodes cocasses, notamment ceux d'internautes goguenards ne connaissant pas du tout cette tendance politique mais faisant des gorges chaudes d'une hypothétique « méga-gauche » et de « l'ultra-dangereux » des preuves fournies par les enquêteurs de la DCRI : des horaires de train, des livres et des tubes de métal qui « auraient pu servir aux sabotages des câbles du TGV ». La drôlerie, à ce moment là, vient de ce que l'opération policière se voit mise en échec sur le terrain même où elle avait placé son efficacité, celui du spectacle (ultra) et de la (méga) médiatisation. Mais la drôlerie vient aussi, et c'est là que nous voulons en venir, de ce que les mis en examens de Tarnac, auteurs présumés de *L'insurrection qui vient*, sont aussi les principaux accusés dans l'ouvrage *La tentation insurrectionniste*.

L'élan qui nous emporte donc à la lecture du livre de J. Wajnsztein et C. Gzavier, c'est l'envie de rire. Rire de tout ce temps passé à débusquer dans une constellation de pensées et de groupes autonomes radicaux, franchement proches dans leurs positions des

auteurs du livre, le « faux », « l'insuffisant », le « faible ». Rire encore de la solitude du critique, toujours seul face aux « médiocres », aux « demi-habiles », aux « théoriciens de pacotille » et aux « activistes aveugles ». S'il faut rire de ce livre c'est bien qu'il ne faut pas pleurer, mais c'est surtout pour ne pas rentrer dans le petit jeu de la polémique auquel pourtant J. Wajnsztein et C. Gzavier nous invitent.

Ainsi, et plutôt que de commenter leur livre, nous conseillerons plutôt la lecture du dernier numéro de la revue *Nous autres* (Printemps 2012, numéro 3¹). Ce numéro, dont le dossier principal est consacré au même sujet, « l'insurrectionnalisme », propose plusieurs angles critiques qui ont ceci de très intéressants que les critiques sont émises par des activistes ayant ou ayant eu part à des groupes proches de cette mouvance, critiques plutôt bienveillantes donc cette fois-ci. Y sont ainsi examinés les apports pratiques et théoriques et les impasses réelles des positions issues plus particulièrement de l'anarchiste italien Alberto Bonnano², mais aussi celles, nettement différenciées des premières, issues de la revue *Tiqqun* et de *L'insurrection qui vient*. On trouvera également un long récit d'activistes espagnols (« Les tigres de Sutullena ») retraçant leur action

politique depuis dix ans et faisant un bilan de l'influence qu'ont eue sur eux les thèses insurrectionnalistes venues d'Italie à la fin des années 90 (particulièrement celles de Bonnano justement). Ils reconnaissent d'un côté l'apport de l'organisation informelle dans la pratique des groupes, son indistinction heureuse d'avec la vie quotidienne et son corollaire dans le refus de l'aliénation militante. Mais ils mettent aussi à jour son envers, les problèmes amenés par l'apologie de modes de vies précaires et celui du resserrement dans un entre-soi idéologique. D'un autre côté, ils mettent également en avant l'apport d'une position conflictuelle et radicale qui ne vise pas la prise de pouvoir, la sortie de l'impuissance qu'elle signifiait pour ces groupes en ce début d'années 2000, mais aussi ses revers, révélés avec le temps par l'apologie faite par certains groupes de l'émeute et de la violence, l'inconsistance souvent observée de la solidarité face à une répression très dure, ainsi que par le constat d'inefficacité stratégique des « petites attaques diffuses » menées anonymement et sans revendications contre les infrastructures capitalistes.

L'analyse nuancée des courants dits « insurrectionnalistes » par ces activistes espagnols comme par l'ensemble des textes regroupés par la revue *Nous Autres* démontre la possibilité de proposer des critiques de courants politiques radicaux émergents sans immédiatement jeter sur eux l'anathème, sans emprunter la rhétorique de

1. *Nous autres*, La Maison de l'arbre, 9 rue François Debergue 93100 Montreuil. Contact mail : nousautres@pittcanardnoir.org

2. À couteaux tirés avec l'existant, ses défenseurs et ses faux critiques, Nancy, Mulfins éditions, 2007.

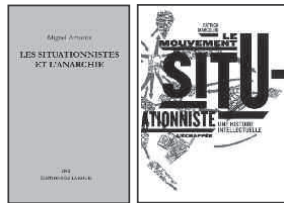
la condescendance ou de la malveillance. Plus loin, elle montre aussi la possibilité pour des stratégies insurrectionnelles ou révolutionnaires de poursuivre leurs attaques à condition de prendre en compte les échecs entraînés par le passé par certaines de leurs tentatives. Car en fait, ces groupes savent bien qu'une insurrection ne

vaut que si elle est *populaire et partagée*, que des stratégies offensives n'ont de sens qu'à être reprises ailleurs et par d'autres, que cette offensivité enfin trouve sa pertinence dans son indistinction d'avec des formes d'auto-organisation matérielles et de vies communes.

Hector Büfo

Miguel Amorós,
Les situationnistes et l'anarchie,
Villasavary, Éditions de la Roue,
2012, 192 p.

Patrick Marcolini, *Le mouvement situationniste. Une histoire intellectuelle*,
Montreuil, L'Échappée,
2012, 339 p.



Miguel Amorós est un anarchiste espagnol qui a publié de nombreux livres sur la révolution de 1936, en particulier sur Durruti ; en France, il collabore aux Éditions de l'Encyclopédie des nuisances, dont il est proche des auteurs et des thèses. Le présent ouvrage est une version augmentée d'une première édition publiée en espagnol en 2008.

M. Amorós n'a pas participé lui-même aux événements des années 1960 en France, mais il les reconstitue à partir de témoignages venant de l'intérieur des milieux militants : brochures, tracts, correspondances et entretiens privés avec certains des acteurs. Il s'agit de montrer, dans l'intention d'être utile aux futures flambées révolutionnaires, comment une radicalité théorique peut

féconder, éclairer, renforcer des mouvements et des pratiques, mais aussi quelles en sont les limites et les dangers. D'après l'auteur, la force de la théorie situationniste résidait dans sa critique unitaire et radicale de la société moderne, dans son exigence d'être vécue et pratiquée, dans l'expérimentation introduite dans tous les aspects de la vie quotidienne, dont les créations artistiques et intellectuelles devaient être une dimension intrinsèque et non détachée. Cette critique enthousiasma et nourrit beaucoup d'individus et de groupes anarchistes durant la décennie précédant 68, et certaines collaborations se concrétisèrent même si les deux projets politiques ne se confondirent jamais. Les anarchistes concernés

par ces rapprochements étaient, autant que l'I.S., profondément opposés aux organisations anarchistes établies comme la F.A., à l'époque gravement sclérosée et réfugiée dans un discours répétitif sans implications réelles.

La reconnaissance de la puissance théorique et de la pertinence pratique de l'I.S. n'empêche cependant pas M. Amorós de montrer qu'en revanche son jugement sur l'anarchisme fut en grande partie injuste et erroné. Il démonte ainsi une bonne partie des thèses développées par Debord dans *La Société du spectacle*, où celui-ci reproche surtout à l'anarchisme son caractère encore idéologique, c'est-à-dire son analyse de l'histoire centrée sur les idées plutôt que sur les éléments matériels, et le fait de viser des fins idéales sans ancrage dans la réalité ni définition claire des moyens nécessaires pour les réaliser. M. Amorós affirme au contraire que « l'anarchisme a affiché, face à la domination, un réalisme brutal, des buts clairement définis. Il donnait ainsi à la conscience de classe, en sus du sentiment d'oppression, les contours imagés d'une alternative motivante » (p. 96). Il rappelle aussi que le mouvement n'a pas été vaincu par ses faiblesses théoriques, mais par la force des armes, la répression, ou encore le réformisme ouvrier intégré à l'appareil politique et économique — sans nier cependant la tendance à la bureaucratiation, au dogmatisme et à l'incantation stérile dans certaines organisations.

Du côté des individus qui contri-

buèrent au rapprochement, notre ami René Fugler est salué comme « le premier anarchiste à s'intéresser aux théories situationnistes et particulièrement à la notion du jeu comme source de création artistique et d'expression plus appropriée de la liberté humaine » (p. 30). René fit connaître l'I.S. dans la « Revue des revues » du *Monde libertaire* et participa au lancement de la revue *Recherches libertaires* qui abordait tous les domaines délaissés, voire condamnés, par la F.A. mais fréquentés par l'I.S., tels que l'urbanisme, la révolution sexuelle, les rapports entre marxisme et anarchisme. Ce rapprochement, qui culmina à Strasbourg avec la distribution de la brochure « De la misère en milieu étudiant » et les troubles qui l'accompagnèrent dans l'université, fut le détonateur d'un premier affrontement au sein de la F.A. entre pro- et anti-situs, qui allait mener à l'éclatement de la fédération au Congrès de Bordeaux de 1967. C'est également selon leur affinité plus ou moins grande avec l'I.S. que se séparèrent deux tendances dans le groupe éditant la revue *Sisyphes*, ce sont les plus pro-situs, parmi lesquels le lycéen René Riesel, s'en furent fonder le Groupe anarchiste révolutionnaire (G.A.R.). Un autre groupe se détacha de la F.A., en raison de l'hostilité de celle-ci envers l'I.S. et de ses pratiques de censure ; sous le nom de « Groupe libertaire de Ménilmontant », il rejoignit la nébuleuse proche de l'I.S., constituée aussi du Groupe Makhno de Rennes et du Groupe anarchiste de Nanterre, tous

ceux-ci publiant des écrits fortement influencés par les thématiques et le vocabulaire situationnistes. Le G.A.R, le G.L.M et le G.M.R (heureusement qu'on trouve une table des sigles en fin d'ouvrage !) fondèrent ensemble une Internationale anarchiste (I.A.) qui entretint des relations suivies avec l'I.S., mais, d'après M. Amorós, plus pour le pire que pour le meilleur, car l'I.A., loin d'y puiser des idées d'actions particulièrement brillantes, en adopta surtout la technique de l'exclusion, et s'affaiblit par ses dissensions internes envenimées par les ingérences de l'I.S.

Les relations avec les mouvements anglais et américains ne furent pas non plus des modèles de clairvoyance et d'efficacité. En Angleterre, des anarchistes proches des milieux pacifistes et anti-nucléaires traduisent et diffusent certaines brochures de l'I.S. et publient des revues appelant à la révolution totale par tous les moyens. Font de même, aux États-Unis, des membres des Industrial Workers of the World (IWW, anarcho-syndicalistes) et des divers mouvements de la contre-culture. Or, ces milieux révolutionnaires étaient très différents de ceux de France, et M. Amorós décrit très bien cette spécificité historique et conjoncturelle des mouvements tels que les Beat, les Diggers, les Black Panthers, et bientôt, pour ce qui nous occupe, des anarchistes éditant la revue *Black Mask*. Un premier émissaire de l'I.S. noue de bons contacts avec le principal activiste de cette revue, Ben Morea, ainsi qu'avec Murray Bookchin, très reconnu et

impliqué dans de multiples cercles. Arrive alors R. Vaneigem (sur lequel on se demande tout de même si M. Amorós ne s'acharne pas un peu exagérément...), qui, suivant hâtivement de mauvaises informations, refuse de rencontrer ces deux figures importantes du mouvement, assurément en affinité avec les thèses situationnistes, pour proposer d'intégrer l'I.S. à trois parfaits anars en chambre, qui n'avaient aucune relation ni influence sur les révoltes réelles. Cette décision entraîna du même coup la rupture avec la section anglaise de l'I.S., de sorte que celle-ci passa à côté de toute action utile dans les pays anglo-saxons. Il est bon de se rappeler ces choix malheureux lorsque l'on parle de la « section américaine de l'I.S. », qui, certes, produisit quelques textes dans le plus pur style situ, mais en restant coupée des mouvements et sans prise sur les événements.

Reste, en France, une contribution très claire et concrète du situationnisme dans l'insurrection de 68. Dans les universités, au cours de 67, plusieurs groupes anarchistes étudiants se rapprochèrent de l'I.S. et en reprirent les thèmes : refus de la bureaucratie et de l'idéologie, condamnation de la société du spectacle et de l'aliénation de la vie quotidienne. Ce fut surtout le cas à Nanterre, avec les Enragés, dont les méthodes extrêmes de scandales, sabotages, provocations et insultes, s'inspiraient du texte de l'I.S. « Définition minimum des organisations révolutionnaires ». Le rejet, par cette petite poignée de radicaux, de tous les autres

groupes révolutionnaires de France et du monde, accompagné d'insultes largement injustifiées, faisait également écho au soin que prenait l'I.S. de se distinguer de toute autre mouvance, de fuir les alliances et les unifications. Ce sectarisme n'empêcha pas les méthodes radicales de percoler dans tout le mouvement, y compris hors du secteur étudiant, et de constituer bientôt une menace réelle de révolution.

La lecture extrêmement vivante (quoique pas toujours très claire ni très bien structurée) de cet ouvrage militant sera heureusement complétée par celle de l'ouvrage, apparemment tout différent, de Patrick Marcolini. Celui-ci se revendique de la méthode universitaire, qui garantit rigueur et distance, et d'une approche principalement intellectuelle des questions. C'est ainsi que la première partie de son étude expose avec profondeur et clarté les principaux concepts forgés par les membres de l'I.S. et déjà de l'Internationale Lettriste qui l'a précédée. Comment se fait le raccord entre les racines marxistes et les racines artistiques ? D'où viennent et que signifient au juste les notions de « situation », de « dérive », de « spectacle », le procédé du « détournement » ? Que doit la théorie situationniste aux autres pensées critiques, comme celles de Castoriadis, de Marcuse, d'Henri Lefebvre ? Comment la vie concrète de ces révoltés réalisait-elle toutes les ruptures prônées par la théorie ? Tout est détaillé à partir d'une quantité impressionnante de documents de toutes sortes.

La deuxième partie, qui examine l'influence de l'I.S. après sa dissolution, fourmille de renseignements sur les personnes et les publications de ces quarante dernières années, non sans maintenir une clairvoyance critique remarquable. L'auteur défend le fait qu'on peut parler d'une « tradition situationniste » à propos du « bouillonnement groupusculaire » qui, depuis le début des années 70, prolonge le style éditorial et activiste, le vocabulaire et surtout les constantes idéologiques du mouvement. En font partie, selon lui, plusieurs groupes qui se sont impliqués dans des révoltes sociales, comme les *Cangaceiros* qui bloquèrent déjà des trains pour protester contre les prisons, et plus tard les premiers saboteurs d'OGM et bien sûr la mouvance autour de Tarnac et de la revue *Tiqqun*. Un chapitre est consacré à la reconnaissance de l'importance de l'I.S. par bon nombre d'intellectuels, où P. Marcolini développe un certain art du compromis en faisant remarquer que l'I.S., elle, ne les aurait jamais reconnus, mais en défendant malgré tout la recherche universitaire comme capable de « sauvegarder le meilleur dans une époque de reflux ». Il n'y eut d'ailleurs en France que peu d'études proprement dites des concepts apportés par les situationnistes, alors que ce fut davantage le cas en Italie, en particulier par le philosophe Giorgio Agamben, en Allemagne, avec le groupe *Krisis*, ou aux États-Unis, où la théorie debordienne fut mêlée aux apports théoriques de l'École de Francfort et à la *French*

Theory. Les courants artistiques furent également renouvelés durablement par le ras-de-marée situ, quoique non sans ambiguïté, puisque pour la plupart ils s'accommodèrent des institutions et du marché de l'art. Dans ces deux domaines, tout en citant une multitude d'exemples avec force détails, P. Marcolini ne tombe pas dans le piège d'en faire des descendants directement issus du situationnisme et dont les œuvres n'auraient pu exister sans cette inspiration ; mais il montre de manière convaincante comment certains éléments s'y sont indéniablement implantés de manière durable.

De même, en ce qui concerne l'action politique, il prend la précaution de signaler que l'I.S. a d'abord emprunté bon nombre d'éléments à l'ultra-gauche et aux mouvements libertaires, avant de contribuer à son tour à « un profond renouvellement de leurs grilles d'analyses, de leurs formes d'action et d'expression » (p. 275), ce qu'il montre en parcourant les divers courants marxistes, les autonomes, les anarchistes, les opposants à la société industrielle, et même une récupération par la nouvelle extrême-droite. Retraçant brièvement les relations entre anars et situs autour de 68, auxquelles M. Amorós consacre tout son ouvrage, il juge curieusement cet ouvrage « très partial » (note 21 p. 282), alors que, me

semble-t-il, les deux auteurs partagent en fin de compte la même impression selon laquelle l'I.S. œuvra à une « critique anarchiste de l'anarchisme », lui apportant de nouveaux instruments théoriques et une stimulation à retrouver sa propre radicalité d'action, mais ne sut pas éviter les excès de la posture avant-gardiste et certaines erreurs de jugement qui en découlèrent. Cette appréciation est manifeste dans la conclusion de P. Marcolini, qui souligne la récupération dont furent victimes les thèses de l'I.S. dans tous les domaines, en partie en raison de l'ambiguïté de leurs provocations et de leurs appels, que le capitalisme retourna facilement à son profit. Et il en tire avec brio une conclusion pour l'action : puisque ce système est passé maître dans l'art de l'absorption de toute nouveauté, opposons-lui comme non-absorbable ce qui est plus ancien que lui et contre quoi il s'est constitué : la propriété collective pré-capitaliste, la démocratie communale et fédéraliste, l'autoproduction des moyens d'existence, bref un « conservatisme révolutionnaire », belle formule provocatrice par laquelle l'auteur s'inscrit d'une manière personnelle dans l'héritage qu'il évoque et ne se contente pas de l'analyser avec distance.

Annick Stevens



André Bernard, Chroniques de la désobéissance et autres textes, Lyon, Atelier de création libertaire, 2012, 279 p.



Dans ce nouveau livre de notre ami André Bernard, on trouve à plusieurs reprises un éloge de « la belle ouvrage ». Cohérent avec son propos, c'est bien ce qu'il nous donne en publiant, aux bons soins de l'ACL, ses *Chroniques de la désobéissance*. Typographie soignée, mise en page aérée et rythmée, réussite de cette « écriture parlée » qu'il recherche pour ces brefs commentaires de livres ou de revues proposés tous les quinze jours aux auditeurs d'une radio bordelaise.

C'est dans le cadre d'une émission animée par le Cercle libertaire Jean-Barrué qu'il parle à ses auditeurs. Il leur parle effectivement, sur le ton de la conversation, leur demandant des informations, leur donnant conseils et injonctions : lisez, commandez, allez y voir. Il se met en jeu lui-même, évoque des souvenirs, indique sa manière d'aborder les ouvrages. En ne se privant pas, à l'occasion, d'un jugement carré.

Le choix des ouvrages commentés est large et varié, il peut s'agir aussi bien de classiques de l'anarchisme (Kropotkine, Landauer) que d'histoire ou d'anthropologie ou encore de portraits de militant.e.s, de personnalités singulières. Le point central reste, de près ou de loin, la thématique de la désobéissance, autour de deux axes privilégiés : l'action non-violente (ou

non-violence active) et la désobéissance civile. Des articles qu'André a publiés dans des revues ou des journaux (*Réfractions*, *Alternatives non-violentes*, *Monde libertaire*), ainsi qu'un projet destiné aux Rencontres de Saint-Imier en août dernier, lui permettent de développer définitions, nuances, différences. Et interrogations.

Partisan d'un anarchisme non-violent, André préconise une action non-violente qui tient compte de la réalité sociale et, assurée de sa *légitimité*, ne cule pas devant l'*illégalité*.

En arrière-plan se tisse donc aussi une réflexion sur la « galaxie anarchiste », non dépourvue de remarques critiques, qui aspire à un anarchisme ouvert, dépassant les sectarismes et les catégorisations étroites, vécu dans des rapports personnels de respect mutuel et d'association affinitaire.

Les considérations sur la non-violence, forcément, entraînent un questionnement sur la violence, en relation logique avec la problématique de la fin et des moyens. Le propos dépasse, même s'il l'aborde dans plusieurs chroniques, les dangers de militarisation et

de hiérarchisation durable qui menacent le recours à la violence armée. Il s'élargit pour dénoncer l'erreur que constitue, sur tous les terrains, l'utilisation des armes de l'ennemi. Elle nous aligne sur l'ennemi et lui permet en quelque sorte de trouver à travers nous sa survie.

La critique de l'idée de révolution violente se complète ici du constat que la croyance au « Grand Soir » tend à s'effacer. Ce qui ne signifie pas un renoncement à la volonté révolutionnaire. Celle-ci se concrétise dans le faire

quotidien ou par une grande effervescence sociale : désobéir, résister, construire autrement. Non seulement dans la colère et l'indignation, mais, André y revient, avec générosité, avec le goût de bien faire et le plaisir, même la joie de lutter.

Un dernier point. Contrairement à ce qu'il reproche à plusieurs de ses auteurs, le chroniqueur greffe ses réflexions sur l'actualité : les mouvements sociaux, les « printemps arabes », le conflit israélo-palestinien.

René Fugler

Marc Vuilleumier, Histoire et combats : mouvement ouvrier et socialisme en Suisse, 1864-1960, Lausanne, Éditions d'en bas et Collège du travail, 2012, 576 p.



Quel recueil que celui-ci ! Les articles de Marc Vuilleumier étaient dispersés dans de nombreuses revues, pas toujours aisés à repérer (le catalogue collectif des bibliothèques de Suisse romande en répertorie au moins cent cinquante), parfois quasiment disparus. Voici un choix de vingt-deux textes sur l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse, privilégiant l'internationalisme et le syndicalisme révolutionnaire, des thèmes particulièrement chers à l'auteur. Il explicite ses choix et sa démarche, tant scientifique que militante, dans une longue introduction autobiographique passionnante : né en 1930, il a traversé des courants politiques (du stalinisme pur jus à une gauche radicale sans parti) et scienti-

fiques (la belle époque où les Archives fédérales suisses lui envoyaient par la poste des cartons à dépouiller ! le bel apprentissage des notes prises à la main, quand les photocopies étaient coûteuses et de mauvaise qualité !). Une vie d'historien militant, longtemps mis à l'écart par l'institution universitaire, s'adressant sans relâche aux milieux syndicaux, insistant sur le rôle des réfugiés et des travailleurs immigrés, les contacts à l'étranger.

Après le texte fondateur « Quelques jalons pour une historiographie du

mouvement ouvrier en Suisse », publié en 1973, les articles sont organisés en série chronologique, de la première Internationale à la révolution russe et au-delà. On y trouve des discussions de questions controversées, des réhabilitations de personnages ou de textes ou-

bliés. On y trouve un engagement constant en faveur de la rigueur historique et de l'autonomie de l'organisation ouvrière – voire en faveur de l'autonomie de la recherche et de la rigueur de l'organisation.

Marianne Enckell

Paco Ignacio Taibo II, Archanges. 12 histoires de révolutionnaires sans révolution possible, Paris, Métailié, 2012, 343p.



Ces révolutionnaires sans révolution, ou plutôt sans espoir de révolution, étaient, au moins pour moi, pour la plupart méconnus. Si je connaissais Durruti et Ascaso, ce n'était pas pour leur épopée mexicaine sanglante. Si j'avais entendu parler des muralistes Siqueiros et Rivera, je ne savais pas dans quel contexte ils avaient peint ces fresques géantes sur les murs de Mexico. J'avais entendu parler de Max Hölz sans avoir jamais pu lire en français quoi que ce soit. Sur la guerre d'Espagne, j'avais lu pas mal de choses, mais je n'avais jamais entendu parler de cet Italien appelé Malaboca qui déversait, au micro d'une brigade internationale, des flots de paroles démobilisantes en direction des lignes franchistes. Ce que je savais de Friedrich Adler, d'Adolf Ioffe ou de P'eng P'ai aurait tenu sur un timbre-poste, sans parler de Larissa Reissner, de Juan Escudero, de Sebastian San Vicente, de Raul Argüelles et du dernier magoniste Librado Rivera, ces derniers m'étant

absolument inconnus. C'est la grande force de ce livre que de faire revivre ces itinéraires personnels méconnus si ce n'est inconnus.

J'aimerais revenir sur quelques récits. Par exemple, la vie de Max Hölz. Cette armée rouge du Rhin dont il était l'âme et parfois l'unique soldat attend toujours son historien. Taibo lui-même avoue s'être inspiré de textes, dont celui de Mühsam réclamant justice pour Hölz, mais, semble-t-il, même en allemand, il ne semble rien exister. Après avoir lu ce récit, on comprend bien pourquoi le silence se fit là-dessus. La période qui suivit cette épopée, et qui se termine par la probable exécution de Max Hölz, alors qu'il s'était réfugié à Moscou, gêne tous ceux, hormis les staliniens, qui auraient trouvé à réfléchir sur la possibilité d'une insurrection armée. Voir, comme le fait l'auteur,

dans l'échec du coup d'État de Kapp en 1920 en Allemagne la conséquence de l'action de Hölz et de son armée, c'est nier l'importance de la grève générale spontanée décidée alors dans les milieux ouvriers.

Il y a Sebastian San Vicente, le militant libertaire qui est pourchassé par la police mexicaine et disparaît sans laisser de traces. Larissa Reisner, en Russie qui passe du socialisme pacifiste aux marins de Kronstadt puis aux bolcheviks. Elle s'engage dans l'armée rouge et participe à la guerre civile. Elle se lie avec Radek, participe au coup de Hambourg, meurt du typhus en 1926. Les six hommes qui porteront son cercueil seront liquidés par Staline. Friedrich Adler, leader social-démocrate autrichien, désespéré par la tournure de la Première Guerre mondiale, assassine dans un café le comte Stürghk, un ultra autoritaire. Nous sommes en 1916. Libéré à la fin de la guerre, il finira sa vie en Suisse à 80 ans. Adolf Ioffe est de toutes les batailles du parti bolchevik, malade, désespéré par l'évolution stalinienne, il se donne la mort en 1927. Juan Escudero est indissociable de l'histoire d'Acapulco au Mexique. Organisation des ouvriers en syndicats, grèves, élections, maire, commune rouge, affrontements armés avec les puissants. Un officier lui tire une balle dans la tête ; Escudero laissé pour mort en réchappe, il recommence son action politique, il est abattu pour de bon, fin décembre 1923. En comparaison, le récit que fait Taibo II de la vie du militant libertaire mexicain Librado

Rivera est d'un classicisme absolu, une vie exemplaire.

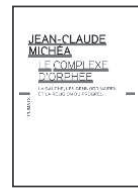
Il y a d'autres récits, bien sûr, mais ce qui m'a frappé en refermant ce livre, c'était mon mal-être. J'avais vibré à la lecture de ces récits épiques. Ils sont pleins de bruits. Il y a en eux beaucoup de fureurs, beaucoup de morts, à la fois les héros de ce livre et leurs propres victimes. Comme si la révolution ne pouvait que manger ses enfants.

Existait-il à cette époque, c'est-à-dire pour la plupart de ces récits, au début du XX^e siècle, une autre alternative ? J'ai la faiblesse de le croire. Si au Mexique la brutalité meurtrière, criminelle, des propriétaires ne peut être niée, elle ne le cédait en rien à celles de leurs homologues américains du nord. On peut se demander si l'action des IWW était connue du côté mexicain du Rio Grande ? Celle que rapporte Joyce Kornbluh¹ qui consista à remplir les prisons de Spokane ou bien la grève générale de Seattle en 1919. Le maire de cette ville déclara « la grève est une tentative de révolution. Qu'il n'y ait pas eu de violence n'y change rien ». Cela montre que d'autres voies pouvaient être explorées. C'est au lecteur de se faire une opinion.

Pierre Sommermeyer

1. Joyce Kornbluh, *Wobblies & hobos, les Industrial Workers of the World, agitateurs itinérants aux États-Unis 1905-1919*, Paris, L'Insomniaque, 2012. Voir recension p. 163.

Jean-Claude Michéa, *Le Complexe d'Orphée : la gauche, les gens ordinaires et la religion du progrès*, Paris, Éditions Climats, 2011, 20 euros.



D'abord, je dois dire mon accord avec le point de départ de Michéa. Comme lui, je pense que les théories libérales d'aujourd'hui sont dans la droite ligne de celles du XVIII^e siècle. Je suis moins convaincu de l'honnêteté fondamentale de Smith et consorts qui n'auraient eu pour but que de protéger la société civile des menaces de la guerre et en particulier des guerres de religions. Je crois au contraire en une alliance subtile mais pas toujours masquée entre le libéralisme et la promotion de l'État, dont les libéraux cherchent à limiter le pouvoir seulement dans les domaines où il pourrait les gêner. Évidemment, le libéralisme n'est pas seulement une doctrine économique et a besoin d'un système de valeurs, la concurrence, et sa version contemporaine la compétitivité. C'est ce lien que dénonce à juste titre Michéa. Mais déjà à l'époque de Smith, d'autres plaidaient pour un autre système de valeurs et je pense ici à Godwin, parmi d'autres. Mais il met aussi en évidence le lien avec l'idée de liberté individuelle, chère à Constant, par exemple, et, sur ce point, il me semble que son essai recèle parfois une certaine simplification.¹

Michéa a sans doute aussi raison de bien distinguer dès leurs origines, le mouvement révolutionnaire (ici identifié à sa composante ouvrière) de la gauche parlementaire, ce qui est en effet une caractéristique générale, malgré quelques entorses, du syndicalisme des origines ; ses analyses sur ce point sont précieuses.

On peut avoir la nostalgie de la solidarité qui liait les membres de la classe ouvrière, tout en constatant qu'elle ne fut pas universelle. Il y eut parmi les membres de cette classe des « jaunes » et des délateurs. Je me garderais d'assimiler les survivants de la classe ouvrière à ces images méprisantes auxquelles Michéa fait parfois allusion pour en dénoncer la caricature. Il reste cependant qu'une partie importante de cette classe ouvrière s'est trouvée prise au piège de l'acquisition de la propriété et de l'illusion, par ce biais, de l'accession à la bourgeoisie. Ils sont les victimes et les complices de ce qui a toujours été l'arme principale des possédants : mettre en conflit les

1. Je n'aborderai pas ici l'aspect proprement philosophique de la critique de Michéa. Mais là aussi il me semble y avoir parfois des confusions. Je ne crois pas qu'on puisse mettre dans le même sac » Deleuze,

Derrida et Foucault au nom d'une critique du structuralisme qui épargne le plus critiquable de ses représentants, Lacan.

opprimés entre eux. Donc ils accèdent parfois aux arguments du type « c'est la faute aux immigrés, aux sans papiers, aux jeunes des banlieues ».

Les médias auxquels je me confronte parfois, comme tout le monde, ne sont sans doute pas les mêmes que ceux que consulte et dénonce Michéa. On y trouve surtout l'écho de protestations d'usagers des services publics : « On nous prend en otage », ou les protestations, sans doute légitimes, mais exposées sans distance et sans contradiction, d'habitants d'HLM gênés par le bruit des gamins dans les escaliers et leurs trafics, parfois réels et parfois supposés. Une divergence d'intérêts que le pouvoir exploite comme toujours, sachant que tant que les exploités se rejettent la responsabilité de leur mal-être, ils n'en rechercheront pas les causes véritables. Parce que, en deçà de malaises factuels, on pourrait aussi considérer ce qui relève de l'amertume d'être contraint à un « emploi » (que Michéa distingue à juste titre du travail) sans intérêt ni responsabilité, et le plus souvent précaire d'une part et, d'autre part, à l'amertume d'une position désignée comme inutile ou parasitaire. Les uns et les autres sont ainsi parfois, souvent, amenés, à accepter une position de victimes impuissantes des « autres » ce qui met hors de cause le système qui les utilise.

Je suis profondément en accord avec la notion de « décence ordinaire » empruntée à Orwell. Mais justement, au nom de cette décence, certains passages sont, pour moi, inacceptables.

Par exemple, il est inacceptable de laisser supposer que les prix exigés par les passeurs font des sans papiers en général, des escrocs. Il se trouve que j'en connais quelques uns ; beaucoup couchent dans la rue, souvent avec les enfants. Le plus souvent, ils ont fui leur pays en guerre à la suite de tortures, viols, parce que toute leur famille avait été massacrée... Ou alors ils fuient une misère consécutive à l'exploitation de leur pays par les économies occidentales (ou chinoise, ou qatari). Alors, si quelquefois ils sont soutenus par quelque vedette (qui peut le faire sans arrière pensée, comme d'ailleurs les autres célébrités qui s'opposent à eux et soutiennent le pouvoir en place), tant mieux. Sans oublier que ceux qui les soutiennent quotidiennement ne sont pas de cet univers, mais plutôt des syndicalistes et des enseignants.

Michéa affirmerait sans doute que ceux qu'il vise ne sont pas les sans papiers eux-mêmes, mais ceux qui les utilisent, d'une part pour « se faire mousser », d'autre part parce que ces positions sont en conformité avec le libéralisme culturel, indissociable selon lui, du libéralisme économique pour lequel la « mondialisation » est une nécessité. Mais il est pour le moins maladroit d'identifier les victimes de cette mondialisation à ceux qui en profitent. Et faire l'éloge de l'identité amène parfois de gênantes similitudes avec la prose de certains groupes d'extrême droite. Dans ce contexte les sans papiers ne seraient, en somme, que des « victimes collatérales ». Mais, comme

dans tous les conflits, ces dernières ne sont pas des concepts, mais des êtres de chair et d'os, et de souffrances.

Autre attaque contre les « jeunes des banlieues », issus de l'immigration, noirs ou maghrébins qui sont accusés de vivre de vols, de deal, organisés en mafias sous l'autorité de petits tyrans. Ils persécutent les malheureux « Bidochons » (symboles aux yeux de Michéa des « gens ordinaires » méprisés et délaissés par les « élites »). Mais ceux-ci connaissent surtout les premiers par ce qu'en reflètent les médias. Il est vrai que les prisons sont peuplé en majorité de jeunes maghrébins ou noirs. Michéa utilise trois pages pour démontrer que lorsque Zemmour l'affirme, il a *logiquement* raison. Faut-il insister sur le fait qu'on aurait pu, tout aussi *logiquement* remarquer que ce sont aussi ceux qui sont confinés dans des ghettos, regardés de travers, contrôlés dix fois par jour, etc, qui s'y retrouvent ? Si on peut éprouver une certaine fascination intellectuelle pour la logique, il faut bien remarquer qu'elle ne sert à rien si l'on veut tenter de *comprendre* les personnes et que, dans ce cas, elle est tout simplement perverse. Guerre des « capuches » contre les « bérets basques » ? Les « jeunes des banlieues » ne sont ni des monstres, ni des anges annonciateurs de la révolution. Ils sont comme nous, traversés de contradictions, capables d'ignominies et de solidarité. Comme nous, avides d'amour. Comme la plupart d'entre nous, ils « se débrouillent », hésitants entre le « chacun pour soi » et des mouvements sponta-

nés de solidarité. Quelquefois, ils se révoltent et brûlent des voitures. Ils n'ont pas vraiment de revendication. Mais lorsque nous manifestons pour les retraites, est-ce vraiment de cela qu'il est question, ou, comme eux, d'un besoin de reconnaissance dans une société qui nous veut tous anonymes ?

Troisième colère de Michéa : le « laxisme » dans l'éducation, et particulièrement ce qu'il dénonce comme étant une non différenciation entre élèves et enseignants. Il se réfère alors à la psychanalyse dans son aspect le plus rigide, inspiré de Lacan. Ce faisant, il rejoint plein de gens, et en particulier tous ceux qui se plaignent de la baisse de niveau, du manque d'intérêt des enfants, de la perte des valeurs, etc. Il prône, en somme le retour à l'autorité, à l'apprentissage magistral des valeurs et des connaissances. Et en profite pour s'attaquer à Meirieu et à tous ceux qui préconisent un enseignement différent, oubliant au passage la leçon de Freinet qui, à ma connaissance, ne faisait pas partie de ce clan d'intellectuels libéraux de gauche, et dont la maxime « on ne fait pas boire un cheval qui n'a pas soif » garde toute sa valeur. Il oublie aussi tout ce que les libertaires, dans le passé, ont proclamé haut et fort : le respect de l'enfant et la nécessité de partir de sa propre curiosité. Certains enseignants le tentent encore et permettent aux élèves de retrouver ce qu'il peut y avoir de commun entre les préoccupations de tel adolescent de banlieue et un auteur « classique ».

C'est ici, qu'à mon sens, Michéa fait

une confusion. Si les libéraux se sont emparés d'idées libertaires dans le domaine de l'éducation, comme dans d'autres (par exemple l'émancipation sexuelle), lorsqu'elles pouvaient les servir, cela ne disqualifie pas les idées en question. À nous de les maintenir dans leur intégrité et dans leur sens originel.

En se référant exclusivement à un passé dont on peut regretter la disparition, Michéa donne parfois l'impression de cultiver une nostalgie qui

prend un aspect gênant. Il a certes raison de plaider pour un retour aux valeurs de décence et de solidarité, mais il serait peut-être plus utile de les rechercher dans les nouvelles constellations qui se sont créées, malgré le libéralisme dominant, dans des lieux où souvent on ne les soupçonne même pas et que Michéa dénigre sans paraître en avoir une connaissance concrète.

Alain Thévenet

Uri Gordon, *Anarchy Alive ! Les politiques antiautoritaires de la pratique à la théorie*, traduit de l'anglais par Vivien García, Lyon, Atelier de Création Libertaire, 2012, 248 p..



La traduction et la publication en langue française d'*Anarchy Alive !* de l'anarchiste israélien Uri Gordon constituent une excellente nouvelle pour toutes celles et tous ceux qui s'intéressent (et souhaitent que l'on s'intéresse) au renouvellement des pratiques et des théories libertaires au cours des dernières décennies. C'est que le livre de Uri Gordon, qui résulte d'une thèse réalisée à l'université d'Oxford, constitue sans doute la meilleure introduction à l'actualité de l'anarchisme vivant, dont il fournit un panorama qui, pour ne pas être exhaustif, embrasse cependant une diversité considérable de pratiques antiautoritaires.

Ce qui frappe d'emblée quiconque a pu se confronter à nombre de présentations savantes de l'anarchisme, c'est le parti pris adopté par l'auteur : ne pas

proposer une nouvelle introduction doctrinale à l'anarchisme pour ensuite ne présenter certaines pratiques sociales et politiques que comme des réalisations de théories (« ce serait un impardonnable gaspillage d'arbres que d'imprimer un énième ouvrage démontrant la validité des idées anarchistes » déclare d'emblée l'introduction), mais, comme l'indique le sous-titre de l'ouvrage, envisager « les politiques antiautoritaires de la pratique à la théorie ». Le pluriel a ici toute son importance, car manifestement, pour Uri Gordon, l'anarchisme s'écrit nécessairement au pluriel, comme les réalités auxquelles il renvoie. Bien que

Uri Gordon, lui-même militant (notamment dans les mouvements altermondialistes et dans le groupe des « anarchistes contre le mur » en Israël), signale en plusieurs endroits ses propres options théoriques et pratiques, jamais il n'enferme dogmatiquement l'anarchisme dans une seule de ses versions. En somme, il s'agit pour l'auteur de partir de la diversité des pratiques libertaires actuelles, de montrer comment elles fonctionnent en affinité avec une quantité impressionnante de théorisations, quitte ensuite à revisiter des théories plus anciennes en partant des mêmes présupposés, ce qui permet de découvrir que celles-ci, bien qu'elles aient parfois été fossilisées par la mémoire libertaire, s'ancraient néanmoins dans des pratiques qui étaient celles de leur temps. Autrement dit, comme le rappelle Vivien García dans la préface qu'il a jointe à sa traduction de l'ouvrage, « la théorie anarchiste naît au cœur de l'action pour mieux y retourner » (p. 10).

Mais, se demandera-t-on peut-être, comment définir des pratiques comme libertaires si leurs acteurs ne se définissent pas eux-mêmes comme anarchistes ? La question a pu se poser à nombre de libertaires qui ont participé, au tournant du siècle, au mouvement global de contestation de l'ordre néolibéral, et qui, tout en se reconnaissant dans certaines des pratiques d'organisation du mouvement, ont pu être déconcertés par l'absence de référence explicite à l'anarchisme historique. Uri Gordon montre à ce sujet (à notre avis

avec pertinence) : 1) que les anarchistes n'ont aucune raison valable pour ignorer des pratiques authentiquement antiautoritaires (aussi bien dans leur mise en œuvre que dans leur destination) au motif qu'elles ne sont pas estampillées comme anarchistes ; 2) que certains des groupes qui mettent en œuvre ces pratiques ont leurs raisons pour refuser l'étiquette anarchiste, non pour des motifs tactiques immédiats, mais parce qu'ils identifient l'anarchisme à certaines de ses composantes organisationnelles sclérosées.

Toutefois, l'ouvrage de Uri Gordon ne constitue en rien un catalogue des pratiques libertaires contemporaines. Bien plutôt, après deux chapitres introductifs qui définissent l'anarchisme comme « culture politique » et mettent en perspective le renouveau des pratiques libertaires dans le moment historique qui est le nôtre (en insistant notamment sur le rôle qu'ont pu y jouer les mouvements féministes et écologistes), il est organisé autour d'un certain nombre de problèmes structurels, mais qui sont tous abordés à partir des questions pratiques qui permettent de les poser : ainsi de la question du pouvoir, examinée (ch. III) à partir de la manière dont elle se pose en pratique dans les milieux anarchistes et qui donne lieu à de fines distinctions conceptuelles ; ainsi de l'usage de la violence et de ses légitimations, sujet sur lequel l'auteur propose une position discutable, mais qui a le mérite de poser le débat en des termes clairs (ch. IV) ; ainsi encore de

la technologie (ch. V), qui a récemment (re)fait surface comme terrain de lutte et conduit à réévaluer le mouvement luddite du début du XIX^e siècle ; ainsi enfin des luttes de libération nationale (ch. VI) que Uri Gordon envisage à partir de son propre terrain d'action, cette terre qu'il appelle « Palestine-Israël ».

Au final, l'ouvrage d'Uri Gordon réussit ce qui pouvait à première vue paraître une gageure : s'adresser à la fois à ceux qui se reconnaissent dans les pratiques libertaires et à ceux qui n'auraient qu'une connaissance lointaine du mouvement et souhaiteraient tout simplement en savoir plus. Les premiers trouveront dans l'ouvrage une approche de l'anarchisme qui donne envie de lutter contre toutes les formes de domination sans jamais cesser de questionner la validité des

pratiques et des théories en vigueur. Les seconds y gagneront une mine d'informations et de quoi remettre en cause bien des idées reçues.

Enfin, on s'en voudrait de ne pas signaler la remarquable qualité du travail effectué par Vivien Garcia. Qualité de la traduction d'abord, qui n'avait rien d'évident pour un ouvrage rédigé dans une langue qui n'était pas la langue maternelle de l'auteur. Qualité de l'édition ensuite, puisque le traducteur n'a pas hésité à vérifier l'ensemble des références électroniques indiquées dans la version originale, et au besoin à les compléter. Tout cela confère à cette édition d'*Anarchy Alive* ! une valeur sans doute supérieure encore à celle de l'édition originale.

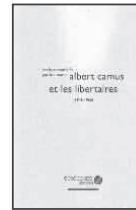
Jean-Christophe Angaut

Michel Onfray, *L'Ordre libertaire : la vie philosophique d'Albert Camus*, Paris, Flammarion, 2012, 595 p.

Pour l'avoir souvent lu et relu, j'éprouve pour Albert Camus de l'admiration et un sentiment de fraternité. Je croyais le connaître un peu. La lecture du livre de Lou Marin, *Albert Camus et les libertaires*¹ avait confirmé ce que je ressentais. Mais voilà que, comme bien d'autres sans doute,

j'apprends que « j'ai tout faux » ! Je ne l'avais pas compris, mais Camus n'est pas seulement libertaire, il est aussi et surtout « nietzschéen hédoniste », une nouvelle catégorie philosophique. À longueur de pages – ce qui est du reste un euphémisme –, c'est ce qu'affirme l'auteur de *L'Ordre libertaire*². Michel Onfray a sa lecture de Nietzsche, et sans surprise, c'est la seule vraie. Il a également sa propre lecture d'Albert Camus, et le croirez-vous, là aussi il a découvert ce que les autres ignoraient dans la vie et l'œuvre de Camus.

Camus libertaire fut-il occulté ? Certainement, par les staliniens, les inconditionnels de Jean-Paul Sartre, et



pendant quelques décennies par les « politiquement corrects ». Mais Camus est aujourd'hui à la mode, et chacun de s'y référer, pour le meilleur comme pour le pire. Ainsi, en 2008 paraissait *Albert Camus et l'Inde*, quelques sympathiques pages de Sharad Chandra³ qui tentait, par une suite de rapprochements souvent hasardeux, de transformer Albert Camus en spiritualiste éclairé par les traditions hindouistes et bouddhistes. Dans un état d'esprit assez proche, Tharcisse Urayeneza, dans *L'Homme dans l'œuvre d'Albert Camus, quelques traces d'identification*⁴ résume quasiment Camus dans Plotin. Plus problématique encore, car constitué d'attaques haineuses et de menus faits montés en épingle, *Camus l'intouchable* de Jean-Luc Moreau⁵, prétend déboulonner la statue du Commandeur. Heureusement,

les Actes des « Rencontres méditerranéennes Albert Camus » (2009) apportent des regards croisés plus proches de l'auteur parce que s'y référant directement. Notamment *Le Don de la Liberté – Les relations d'Albert Camus avec les libertaires*. De ces actes, Onfray ne retient que la pochade provocatrice de Wally Rossell, « Albert Camus, les anarchistes et le football ? Éloge de la passe ». C'est regrettable, car les autres interventions permettent bien mieux que les 600 pages de *L'Ordre libertaire* de retrouver Camus dans ses engagements comme dans son œuvre littéraire. De même, bien évidemment, pour l'ouvrage déjà cité de Lou Marin.

Donc, Camus nietzschéen hédoniste, nietzschéen de gauche ? Encore faut-il, pour commencer, un Nietzsche exclusivement hédoniste et de gauche, ce qui reste largement à démontrer. Une interprétation bien remise en cause par Lou Marin, dans un article paru sur Le Monde libertaire : « Un nietzschéisme et un hédonisme pur et dur ne font pas un anarchisme, pas encore. Onfray défend bec et ongle son Nietzsche contre une interprétation



1. Écrits rassemblés par Lou Marin, (*Albert Camus et les libertaires*), Marseille, Egrégories éditions, 2008.

2. Michel Onfray, *L'Ordre libertaire. La vie philosophique d'Albert Camus*, Paris, Flammarion, 2012.

3. Sharad Chandra, *Albert Camus et l'Inde*, Montpellier, Indigènes éditions, 2009 ; note de lecture sur <http://penselivre.org/spip.php?article262>

4. Tharcisse Urayeneza *L'Homme dans l'œuvre d'Albert Camus, quelques traces d'identification*, Paris, Éditions Persée, 2007.

5. Jean-Luc Moreau, *Camus l'intouchable*, Paris, Éditions Écriture, 2010.

national-socialiste allemande – voilà une maladie habituelle des philosophes français bien symptomatique de l'ignorance de la masse de critiques de la pensée de Nietzsche parue en Allemagne depuis bien longtemps (je lui conseillerais de commencer avec Bernhard Taurek : *Nietzsche und der Faschismus* [*Nietzsche et le fascisme*], Hamburg, 1989, par exemple !)⁶.

Camus dans la foulée se voit attribuer par Onfray une attitude de rejet vis-à-vis du « monde du nord » au profit du « monde de la Méditerranée ». Le premier, sombre et froid, adepte de la violence, de la mort, personnifié par les philosophes allemands. Le second, solaire et généreux, hédoniste donc, apportant la paix, la lumière, la civilisation. Comment peut-on soutenir l'adhésion de Camus à pareil stéréotype ? Dans son œuvre même, solaires *La Chute*, *Le Malentendu*, *Caligula* ? Camus sachant à quel point la cruauté humaine n'a pas de frontières, sa lutte contre l'emprisonnement et la mise à mort des opposants de tous bords et de toutes régions de la planète le démontre amplement. « La liberté c'est pouvoir défendre ce que je ne pense pas,

même dans un régime ou un monde que j'approuve.

C'est pouvoir donner raison à l'adversaire » dit Camus dans ses carnets en juillet 1945⁷. Si cette opposition Nord/Sud est celle d'Onfray, voilà une bien triste trouvaille. La « Méditerranée hédoniste » n'en a pas moins pratiqué, pour ne citer que quelques faits : l'esclavage dans la Grèce antique, les razzias sanglantes de Carthage, les razzias des princes du désert, les persécutions des juifs et des gitans, l'oppression machiste des femmes, et plus tard les « Viva la muerte » des troupes de Franco, sans oublier les colonels de la Grèce et Mussolini en Italie, etc. Tout stéréotype peut être à l'origine de discrimination, de haine et de massacres, contre lesquels Camus a lutté de toutes ses forces durant toute sa vie. Les relations entre Jean Grenier et Albert Camus font l'objet d'une autre interprétation personnelle d'Onfray, qui se pose en justicier défendant le jeune Camus victime du professeur qui le laisse adhérer au Parti communiste en 1935. C'est méconnaître Camus, alors jeune adulte, prenant conseil, mais capable de décider par lui-même.

Finalement, Camus se trouve bien peu présent dans ce gros livre. Des citations courtes, de longues digressions, une multitude d'erreurs et d'omissions, une bibliographie tendancieuse (voir l'article de Lou Marin). Et puis, au milieu, un cahier de photos censées illustrer les engagements d'Albert Camus : images éprouvantes d'êtres humains massacrés.

Pour m'en remettre, j'ai lu avec un intérêt soutenu une étude consacrée à *Albert Camus contre la peine de mort*⁸. L'auteur, Ève Morisi, se place de façon très différente dans son abord de Camus. Assez proche dans sa démarche de celle de Lou Marin avec *Albert Camus et les libertaires*, elle propose un ensemble de textes d'Albert Camus dont certains inédits : lettres, discours prononcés lors de meetings, etc. De page en page, je me suis sentie prise d'une émotion grandissante devant tout à la fois la constance des

efforts de Camus pour « sauver les corps » de la peine de mort et le vertige de tous ces actes par lesquels tuer est revendiqué comme institution légitime par les dominants.

Avec une sorte d'humilité, l'auteur s'efface et laisse parler Camus. Il en est de même dans son essai *La peine de mort dans les romans de Camus*, où elle fait apparaître le grave sujet de la peine de mort au travers de l'œuvre littéraire de Camus.

Sylvie Knoerr-Saulière

**Cartographie
de l'anarchisme révolutionnaire**
Michael Schmidt
Montréal, Lux éditeur
2012, 192 p.



Le petit ouvrage publié chez l'éditeur québécois Lux refait un tour de l'anarchisme, de ses origines à aujourd'hui. A la différence d'autres auteurs, Michael Schmidt tente de sortir des éternelles et classiques histoires : « l'historiographie de l'anarchisme a été déformée par ce qu'on peut appeler le mythe de "cinq épisodes marquants" (...) : l'exécution des martyrs de Haymarket en 1887, la Charte d'Amiens de la Confédération générale du travail française (CGT) en 1906, la révolte de Cronstadt de 1921, la révolution espagnole de 1936-1939 et les soulèvements de mai 1968 en France. »

L'ouvrage est une véritable histoire politique de l'anarchisme. L'auteur y

dégage cinq grands périodes originales qui se détachent des seuls grands moments de l'histoire de ce mouvement. En outre, il apporte un panorama mondial des mouvements anarchistes qui conduit le lecteur hors des sentiers battus, pour aller visiter des révoltes en Manchourie ou des résistances libertaires des bulgares sous l'empire soviétique...

Michael Schmidt discerne donc cinq grandes vagues qui jalonnent 150 ans d'histoire libertaire. Ces cinq moments constituent autant de parties de

6. Lou Marin, « Onfray contre les libertaires : Michel Onfray contre l'historiographie anarchiste dans son livre sur Albert Camus » *Monde Libertaire* n° 1658, 2-8 février 2012.

7. Carnet II, cité par Jean-Louis Meunier, « Le Carnet comme point de vue – Les Carnets de Camus », in *Écritures autobiographiques et Carnets : Albert Camus, Jean Grenier, Louis Guilloux, Rencontres méditerranéennes*, Bédée, Éditions Folle Avoine, 2003.

8. Ève Morisi, *Albert Camus contre la peine de mort*, Paris, Gallimard, 2011.

l'ouvrage. A chaque fois, il propose une présentation historique de la période en question pour ensuite présenter les grands débats politiques de la période. Un parti pris qui a le mérite de sortir l'anarchisme de l'éternel splendeur et déclin avec pour pivot la révolution espagnole.

Il est peu fait écho de l'anarchisme individualiste. L'auteur sud-africain, membre d'une fédération anarcho-communiste, affiche clairement son enthousiasme pour le plate-formisme d'Archinov contre le synthésisme de Faure et Voline. Et, chose plus originale, il réfute la « dichotomie entre d'un côté l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire et de l'autre l'anarcho-communisme » trouvant plus justifié « le terme plus englobant d'anarchisme ». En revanche, il reste très attaché au conflit fondateur entre anarchisme et marxisme. L'opposition des deux courants occupe une place prépondérante, et donne parfois l'impression que l'anarchisme « a échoué » en raison de la froideur et du pragmatisme des courants marxistes !

De la même manière, les échecs de l'anarchisme trouvent souvent leur explication en raison de la répression subie par ce mouvement. Sauf qu'on peut s'interroger sur la place d'un mouvement qui ne peut résister à la force des baïonnettes ? A-t-il une stratégie pertinente ? Car on est en droit de penser que la répression réapparaîtra à chaque fois que la pensée libertaire se fera trop menaçante pour les dominants. Quelles solutions alors ?



Enfin, l'anarchisme décrit par Schmidt se borne trop souvent aux organisations affichées comme telle. L'extension de l'usage de l'assemblée, les recherches d'un communisme non autoritaires, les pratiques libertaires de nombres de groupes à travers la planète se font sans que ces collectifs ressentent le besoin d'affirmer une appartenance à l'anarchie. Pourtant, ces mouvements aux pratiques libertaires méritent notre attention (y compris dans une *Cartographie de l'anarchisme révolutionnaire*), et sans doute bien plus que des groupes libertaires prônant de belles idées enfermées dans un sérial idéologique sans pratique de terrains. Est-ce parce que l'auteur reste attaché à des modèles anciens : « Il nous faut des organisations ouvrières contrôlées par les travailleurs » ?

Véritable point de vue politique, cette *Cartographie de l'anarchisme révolutionnaire* est un excellent ouvrage pour alimenter les réflexions sur le mouvement libertaire.

Gildas (OLS)

Alain Bihr,
Les Rapports sociaux de classes,
Lausanne, Éditions Pages deux,
collection « Empreinte »,
2012, 140 p.



Les discours des révolutionnaires sont farcis du mot « classe » dans toutes ses déclinaisons. Classes sociales, conscience de classe, lutte de classes, et leurs corollaires bourgeoises, ouvrières, moyennes, supérieures aussi bien que capital, prolétariat et j'en passe. Ces mots structurent toutes leurs péroraisons. La difficulté arrive quand il s'agit d'expliquer ce que ces termes recouvrent et comment ils agissent entre eux. Ce petit livre d'A. Bihr est une tentative, réussie à mon avis, de répondre à cet enjeu. Il différencie clairement ce qui relève de la sociologie statique de ce que l'on pourrait englober dans le terme « luttes de classes ». Si j'emploie le terme de statique c'est pour évoquer ces analyses sociologiques dont nous sommes abreuvés à longueur d'année par tous les médias.

Qui fait partie des classes moyennes, des classes populaires comme des classes dirigeantes ? À cette question l'auteur répond très clairement tout comme il affirme que cette

La lutte, c'est classe...
...CONTRE CLASSE!

classification implique un conflit entre elles, conflit qui rend cette stratification dynamique. L'intérêt de sa démarche est de sortir du sempiternel rappel de

l'opposition capitalistes-prolétaires. Il l'a développée en tenant compte de l'évolution de la machine économique. Cela donne une division en classes particulièrement pertinente et questionnante. Il y a donc les capitalistes, plus connus sous le terme de bourgeoisie avec ses déclinaisons en industrielle, commerçante, financière et foncière. A. Bihr y rajoute cette catégorie si souvent oubliée, la bourgeoisie d'État. Dans sa catégorisation du prolétariat les choses étant ce qu'elles sont nul besoin d'innover. Il complète ces deux gros blocs avec cette classe qui a gagné son autonomie ces dernières décennies : les cadres qui « par leur position et leur fonction dans la division capitaliste du travail sont les agents subalternes de la domination capitaliste ». Enfin l'auteur termine par la petite bourgeoisie dans laquelle il range les paysans, propriétaires ou pas de leurs terres, les artisans et les petits commerçants ainsi que tous ceux qu'il qualifie de petite bourgeoisie intellec-

JE LUTTE DES CLASSES

tuelle, c'est à dire les professions libérales. Pour Alain Bihl, cette petite bourgeoisie incarne les restes des anciennes couches sociales que la machine capitaliste n'a pas complètement moulues. Pour l'auteur les luttes de classes sont le produit des contradictions internes et externes de ces différentes strates de la société qui ont des intérêts parfois convergents mais souvent divergents. Dans un prochain ouvrage, il faudra lui demander de nous expliquer quels sont les processus de fusion entre le haut encadrement et la classe capitaliste. Le système des stocks options entraînant à notre avis un transfert de la propriété des instruments de

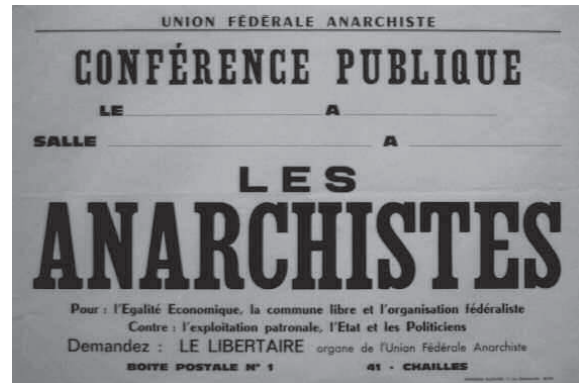
production. Ce que l'auteur admet d'une certaine façon quand il avance que du fait des compositions et décompositions quelles subissent « les classes sociales n'agissent et n'apparaissent pas directement comme telles ».

La partie qui nous intéressera le plus dans cet ouvrage est celle qui est consacrée à l'État. Pour A. Bihl si cette entité « n'est qu'un moment de la lutte de classe elle tend en même temps à s'autonomiser à leur égard ». Un travail d'analyse en profondeur à propos de l'État reste à faire dans les milieux libertaires tant ils sont restés, à ce propos comme à d'autres, enfermés dans le modèle de l'État régalien, celui de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle auquel se référaient les pères fondateurs. Il importe aujourd'hui de tracer le périmètre de cette structure qui sert plusieurs maîtres à son propre bénéfice. Le travail d'Alain Bihl aidera, entre autres choses, à mener à bien ce genre de défrichage.

Pierre Sommermeyer

Les anarchistes, ni dieu ni maître, une anthologie présentée par Sylvain Boulouque, Paris, Le Monde 2012 (série Les Rebelles, 4), 221 p.

Quarante textes de quelques pages chaque, de la théorie, des pamphlets, des chansons, datant de 1840 (Proudhon) à 1987 (Bérurier noir), voilà un



des « produits dérivés » proposé par *Le Monde* à ses lecteurs, au mois d'octobre 2012. On y retrouve ses classiques, on y découvre quelques méconnus, on peut rendre hommage à quelques héros et trouver des arguments contre divers ennemis.

L'idée n'est pas mauvaise, même s'il s'agit d'un recueil dont l'artisan a été soumis sans doute à de sérieuses contraintes éditoriales, notamment quant à la longueur des textes et des chapeaux. C'est probablement l'éditeur qui a accompagné plusieurs textes de la mention « droits réservés » alors que, parus dans des périodiques ou des brochures anarchistes, ils circulent depuis cinquante ou cent ans dans les publications militantes ; est-ce aussi l'éditeur qui a affublé Bakounine du prénom de Mikhaïl ?

Ces détails mis à part, le choix de Sylvain Boulouque me laisse perplexe. Quelques Russes (qui écrivaient en français) et Emma Goldman mis à part, il donne de l'anarchisme une image franco-française. On n'y trouve ni Malatesta ni Berneri, ni Landauer ni Rocker, ni Ricardo Flores Magón ni Ricardo Mella, ni Paul Goodman ni Colin Ward... Bien sûr, il n'y a pas de place pour tout le monde, et le compilateur a tenu à publier quelques textes d'auteurs bien moins célèbres ; mais il aurait suffi de dire clairement le propos, dès l'entrée, et de donner quelques références.

La bibliographie est maigrichonne, c'est probablement là aussi une contrainte éditoriale. Tout comme pour les affiches reproduites en fin de volume, hélas tristounettes. Allez vous



faire plaisir en consultant plutôt les vignettes qu'on trouve sur le site du CIRA, www.cira.ch/catalogue/ : en cochant dans le type de documents « document graphique à deux dimensions (affiches) » et sans rien indiquer dans le champ de recherche, vous découvrez près de 3000 images avec leurs

légendes détaillées. Il y en a autant sur le site <http://placard.ficedl.info>.

Mais, dans le train ou le métro, préférez donc le livre à l'écran. Pour trois francs six sous, il y a ici de quoi lire pendant plusieurs trajets, de quoi réfléchir pendant plus longtemps que ça.

Marianne Enckell

Jose Carlos Fernandes,
Le plus mauvais groupe du monde, Paris, Cambourakis, 2009, quatre épisodes en deux volumes de 144 et 112 pages :

1. Le kiosque de l'utopie
2. Le musée national de l'accessoire et de l'insignifiant
3. Les ruines de Babel
4. La grande encyclopédie des connaissances obsolètes



Il n'y en a pas une sur cent, et pourtant elles existent, les rues Bakounine. Elles sont moins nombreuses que les rues Proudhon ou Kropotkine. Il y en a notamment deux en Ukraine (à Dnie-

propetrovsk et à Yalta, en Crimée – où il s'agit d'un passage) et deux en Russie, à Tver, grande ville la plus proche de Priamoukhino, le village d'origine de la famille Bakounine, et à Tomsk.

La plus belle me semble être cette dernière. Le fait de trouver dans cette ville de Sibérie occidentale une rue Bakounine n'a rien d'un hasard, puisque Bakounine y fut déporté après sa sortie de prison en 1857, avant de partir pour la Sibérie orientale.

En poursuivant ma recherche des rues qui portent le nom de Bakounine, j'ai découvert qu'il n'y en avait pas qu'en Russie. On trouve en effet une rue Michel Bakounine (ou Mikhaïl Bakounine) à Morlaix, dans le Finistère, à la frontière du Trégor et du Léon. On m'en a signalé une autre, dans le village de Nailloux (Haute-Garonne, entre Toulouse et Pamiers). Cette rue est une impasse, menant à un petit lotissement situé à l'écart du centre-ville et environné par la campagne. Il en existe encore une, qui n'est pas tout à fait une rue de cette planète puisqu'il s'agit d'une avenue du monde imaginaire construit par l'auteur portugais de bande dessinée Jose Carlos Fernandes dans son album *Le plus mauvais groupe du monde*.

Dans ce monde, qui semble tout droit sorti d'un roman de Borges, et où les personnages, qui portent des noms qui rappellent l'Europe centrale, exercent des professions telles que « denteleur de timbres », « contrôleur municipal de briquets », « vérificateur météorologique » ou encore « cryptographe de seconde classe », l'avenue Bakounine croise l'avenue Thomas More. Au carrefour de ces deux artères, un « kiosque de l'utopie » a été installé, destiné à recueillir les suggestions des



citoyens, suggestions qui ne sont jamais ramassées et dont on peut soupçonner qu'elles tombent dans un puits sans fond...

Cette avenue semble, telle la rue Bakounine de Morlaix, avoir été plus ou moins tracée au milieu d'un *no man's land*. Mais l'index de l'album, fort sérieusement établi, permet de la retrouver dans d'autres histoires, pas loin de la rue Kropotkine où répète *le plus mauvais groupe du monde* et de la rue Potemkine où se situe, évidemment, un cinéma.

Adapté du blog de Jean-Christophe Angaut, <http://atelierdecreationlibertaire.com/blogs/bakounine>

Marianne Enckell

Quelques ouvrages & films à signaler

L'Insomniaque a publié deux ouvrages sur l'Angleterre subversive. L'un, signé par Julius Van Daal, sur le mouvement des briseurs de machines au début du XIX^e siècle, les luddites, *La Colère de Ludd* (Montreuil, 2012) ; l'autre est un recueil inédit des écrits libertaires du grand poète Percy Bysshe Shelley, par ailleurs gendre de William Godwin, compilé sous le titre, *Écrits de combat* (Montreuil, 2012).

Sur les ravages du nucléaire, on lira avec profit, *Oublier Fukushima*, ouvrage collectif signé sous le pseudonyme d'Arkadi Fikine (Éditions de la Roue, 2012), ainsi que la réédition de l'excellent *Tchernobyl, une catastrophe*, de Bella et Roger Belbéoch (La Lenteur, 2012).

Tous les opposants au régime castriste ne sont « démocrates » ou réfugiés à Miami. C'est ce que démontre l'ouvrage coordonné par Miguel Chueca, Karel Negrete et Daniel Pinós, qui nous emmène sur les traces des

contestataires et libertaires cubains. *Cuba, Révolution dans la révolution* (Paris, CNT-RP, 2012).

Guimar Rovira entraîne les lecteurs sur les pas des femmes indiennes du Chiapas, au Mexique, engagées dans la révolte néo-zapatiste, qui se mobilisent contre le machisme dominant. *Femmes de maïs*, Paris, Rue des Cascades, 2012.

Pour les plus jeunes (à partir de 11 ans), et les moins jeunes, Alice Van Helden livre un roman d'aventure, dans lequel quatre adolescents, vivant en 2368, retournent dans le passé à la poursuite de nostalgiques du capitalisme dont le but est d'empêcher la révolution libertaire qui, trois siècles plus tôt, en avait enfin fini avec l'exploitation. *Un air de liberté*, Paris, Chant d'ortie, 2012.

De 2003 à 2011, Christophe Coello a filmé de l'intérieur les actions d'un groupe de flibustiers barcelonais qui investissent les logements inoccupés. *Squat*, CP-Productions, 2012.

D. D.

Revue de Presse

Offensive, revue d'Offensive libertaire et sociale se penche, dans sa dernière livraison (septembre 2012), sur l'actualité et l'avenir du prolétariat.

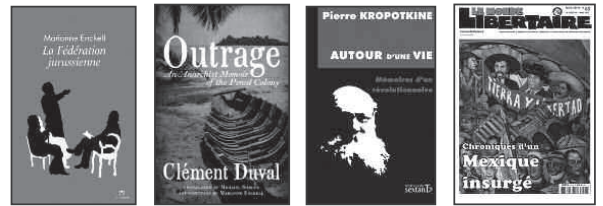
Le bulletin de critique bibliographique *À contretemps*, a reproduit, dans son n°43 (2012), une étude instructive, publiée en 1951 dans le journal *Combat*,

sur la situation d'alors du mouvement anarchiste.

La revue Z, n°6, livre une longue enquête sur l'industrie nucléaire, de la France au Japon.

Service d'échange

À contretemps, *Alternative Libertaire*, *Agone*, *La Convivialité*, *Courant Alternatif*, *CQFD*, *Germinal*, *N'Autre école*, *No Pasaran*, *L'Union pacifiste*, *Silence*.



Nos rédacteurs publiés

Outre les ouvrages recensés, plusieurs des membres du collectif de *Réfractations* ont contribué à des publications récentes.

Marianne Enckell a ainsi vu réédité son livre sur *La Fédération jurassienne* chez Entremonde (Genève, 2012). Les mémoires de Clément Duval, qu'elle avait initialement publié sous le titre *Moi, Clément Duval, bagnard et anarchiste* (Éditions de l'Atelier, Paris, 1991) vient d'être traduit en anglais : *Clément Duval, Outrage, an anarchist memoir of the penal colony*, translated by Michael Shreve, introduction by Marianne Enckell, PM Press, Oakland, CA.

Après *La Grande révolution*, de Pierre Kropotkine, ouvrage traitant de la Révolution française, Pierre Sommermeyer a préfacé, du même auteur, et chez le même éditeur (Paris, Éditions du Sextant, 2012), *Autour d'une vie*, les mémoires passionnantes du révolutionnaire russe et théoricien de l'anarchisme.

David Doillon a collaboré à la réalisation du Hors-série du *Monde Libertaire* (n°45, 12 juillet-12 septembre 2012), intitulé *Chroniques d'un Mexique insurgé*, et a rédigé un long dossier de plusieurs articles, sur l'« Histoire de l'anarchisme et des anarchistes au Mexique », des origines à nos jours. Les autres textes sont signés par Claudio Albertani et Guillaume Goutte.

